

comme le moyen de créer une zone de libre-échange s'étendant de l'Alaska à la Terre de Feu. Cependant, au cours des rencontres de consultations précédant le Sommet, Washington dut faire face à l'opposition de certains pays, le Brésil en tête, qui n'acceptaient pas de voir les États-Unis diriger le processus. Le Brésil refusait également de voir l'ALÉNA servir de point de référence et de base de discussion pour la détermination du contenu de la future ZLÉA. Les efforts de la diplomatie brésilienne ont finalement porté fruits : elle obtenait entre autres que les réunions ministérielles suivant le Sommet ne soient pas d'office présidées par les États-Unis et que la Déclaration finale et le Plan d'action du Sommet de Miami ne fassent pas référence à l'ALÉNA.

#### **A) La portée de l'accord**

**Le contenu.** Le contenu de l'accord a été en grande partie défini avant même la tenue du Sommet de Miami. Lors des réunions préparatoires, les États-Unis ont proposé que les thèmes traités dans l'ALÉNA servent de base aux négociations. Ils ont toutefois dû faire face à l'opposition du Brésil, moins enclin à prendre des engagements formels et surtout réticent à voir le gouvernement américain imposer son ordre du jour. La plupart des pays latino-américains se sont cependant ralliés à la position américaine. Ils ont saisi l'occasion pour ajouter à la liste fournie par les États-Unis quelques enjeux qu'ils jugeaient plus importants tels l'agriculture, les subventions, les mesures de sauvegarde, les règles d'origine, les mesures antidumping et les mesures compensatoires.

De tous les thèmes placés à l'ordre du jour, les droits des travailleurs et l'environnement sont probablement ceux qui ont suscité le plus de controverses. L'amorce des pourparlers s'est accompagnée de revendications de divers groupes sociaux aux États-Unis et au